

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 juillet 2025

Ma santé se stabilise enfin après une dernière crise qui aurait pu être fatale.

J'ai totalement arrêté de fumer depuis 6 jours. Pendant une semaine je n'ai pratiquement pas fermé l'œil de la nuit, que je me couche tôt ou tard, c'était la même chose, je devais attendre 5 heures du matin pour enfin trouver le sommeil sans risquer de m'étouffer. Je me suis donc mis à dormir la journée par période d'une ou deux heures. J'étais épuisé au dernier degré, j'évitais de sortir par crainte de m'écrouler n'importe où ou d'avoir un accident sur la route. Ma hantise n'est pas de mourir, ce serait un soulagement, mais d'être paralysé suite à un malaise ou une chute. Le problème, c'est de trouver la force d'avoir encore envie de vivre et de lutter dans un monde aussi barbare et rempli d'ignorants ou d'égocentriques, d'ambitieux, vous savez, ces gens qui se croient plus évolués que la moyenne, et qui en réalité ne le sont pas, surtout les vieux, il leur manque la modestie pour progresser, il faut faire avec, hélas !

J'avais commencé à écrire une introduction à la causerie d'aujourd'hui, puis je l'ai balancée, je perds mon temps. J'ai aussi pratiquement cessé d'envoyer des commentaires à des blogs, c'est sans intérêt. Si j'avais été en France, j'aurais milité sur le terrain, au lieu de me faire chier devant un écran ! Je suis réduit à cette misérable activité politique pour survivre, à contrecœur croyez-moi, j'ai en horreur les rapports sur Internet

Je vais vous dire un truc, quand on lit l'origine des articles (ou vidéos) publiés dans un tas de blogs, on est pris de nausée, on a l'impression de se mouvoir dans un milieu bien pourri peuplé de démagogues infréquentables au regard de leurs motivations idéologiques et de leurs principes qui sont aux antipodes des miens évidemment.

C'est comme lorsque l'on consulte les médias officiels pour faire notre revue de presse quotidienne, on éprouve rapidement le même besoin de vomir le discours toxique qu'ils tiennent, on est maltraité, littéralement agressé, asphyxié. On va faire quoi de toute cette merde, c'est la question que je me pose à chaque fois que je retiens un sujet intéressant à traiter, tout le reste est déjà parti dans la fosse septique, tous les sujets que volontairement je ne traite pas, trop médiocres, débiles au possible. Cela me fait penser à tous ceux qui allument leur télé, et qui l'instant d'après sont encore plus cons que la seconde d'avant, vous avouerez qu'il est préférable de ne pas s'infliger un tel mauvais traitement.

On vit dans une société conçue par des psychopathes destinée à des schizophrènes ou des dingues pour faire court, folie qui est contagieuse ou communicative si on n'y fait pas attention. Si on patauge dans ce marais, on risque de devenir fou à notre tour si on ne dispose pas d'un puissant antidote.

Il arrive qu'on manque de patience.

On a du mal à se mettre dans la peau de l'imbécile heureux. On sait trop de choses, on est trop conscient, en même temps il y en a qu'on ne comprend pas. Il y a celles qui s'éternisent et qu'on voudrait voir disparaître rapidement. Pourquoi ? Pourquoi quoi, c'est trop con et cruel à la fin, sans doute, mais c'est la réalité qui est faite ainsi. On peut la qualifier de grand malheur, en vérité, c'est une terrible tragédie ce que vivent nos amis palestiniens, on la partage avec eux et on est horriblement triste. On enrage, car on est impuissant face à cette situation. On vit très mal cette épreuve qui nous est imposée, pourquoi encore une fois si elle ne doit servir à rien. Elle sert certainement quand même à quelque chose qu'on découvrira plus tard, comme quoi on ne sait pas tout non plus ou on a encore des progrès à faire.

Si tous les militants révolutionnaires avaient pu faire preuve de la même détermination...

J-C – Vous imaginerez la suite.

A lui tout seul Georges Abdallah a prouvé qu'il n'était pas indispensable que la situation soit révolutionnaire pour être et demeurer révolutionnaire pendant plus de 40 ans, ce qui signifie que si tous ceux qui avaient été révolutionnaires un jour l'étaient restés, nous n'en serions pas là aujourd'hui....

Le militant libanais Georges Abdallah acclamé par la foule à son arrivée à l'aéroport de Beyrouth - RFI 26 juillet 2025

« *Les conditions de la liberté, c'est de se tenir aux côtés de nos frères de Gaza* ». C'est par ces mots que Georges Abdallah a harangué ses fidèles venus l'accueillir à l'aéroport de Beyrouth. Et c'est aux cris de « *Liberté !* » qu'il a été accueilli par des dizaines de sympathisants brandissant notamment des drapeaux palestiniens à sa sortie de l'aéroport international de Beyrouth, où le vol Air France AF564, à bord duquel il se trouvait, a atterri à 14h30 (11h30 TU).

« *Les enfants de Palestine meurent de faim alors que les millions d'Arabes les regardent en spectateurs* », a-t-il lancé, dans sa première déclaration publique depuis le salon d'honneur de l'aéroport. « *La résistance doit se poursuivre et s'intensifier* », a ajouté l'ancien instituteur de 74 ans, à la barbe et à la chevelure blanche, devant ses proches et des personnalités libanaises, dont un député du mouvement pro-iranien Hezbollah, qui a salué un « *symbole de dignité et de persévérance* ».

De l'aéroport, l'ancien prisonnier a ensuite rejoint Kobayat, son village natal, à quatre heures de route au nord du Liban, où un rassemblement est prévu.

Etat de guerre en France.

- Face à l'escalade du narcotrafic, Nîmes imposera un couvre-feu aux mineurs - RT 20 juillet 2025
- Violences en France : une trentaine de «jeunes» sèment le chaos dans une station balnéaire normande (Jullouville-les-Pins) - RT 19 juillet 2025

- Flambées des violences : une commune française (Mezrieu) impose un couvre-feu aux mineurs durant l'été 20 juillet 2025 - RT

En complément.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

"*La France des salauds*": Bruno Retailleau présente un plan contre les mortiers d'artifice, "*des armes de barbares*" - BFMTV 24 juillet 2025

Le ministre de l'Intérieur a révélé ce jeudi 24 juillet son plan de lutte contre les mortiers d'artifices, qu'il qualifie "*d'armes de prédilection de ces barbares*" visant les forces de l'ordre et les pompiers. Un texte de loi sera bientôt présenté pour renforcer les sanctions.

"*On a ici la France qui s'engage contre la France qui s'ensauvage. La France des héros contre la France des salauds*", a fustigé le ministre de l'Intérieur, avant de déplorer "*une jeunesse désinhibée et décivilisée*".

Lu. «Je suis optimiste, il y aura une révolution !»

- D'abord Macron terrorise la population en invoquant des fausses menaces (le Covid, la Russie avec son ridicule kit de survie, le climat, la dette, etc.) relayées ou plutôt martelées par tous les médias, de sorte que 90% des gens finissent par y croire en vertu du fait connu qu'un mensonge mille fois répété devient une vérité, puis il nous promet sa protection et envoie son homme de main, Bayrou, pour annoncer le montant de la rançon que les Français devront payer, à l'exception évidemment de la Caste qui, elle, continue à s'engraisser. Il appelle cela le budget (concocté par Bruxelles et le FMI) qui rabote tous les revenus directs du cadre au SDF : baisse des salaires, des retraites et des aides, suppression des jours fériés, etc., et indirects : vente au rabais de tous les biens publics qui ont encore de la valeur, destruction/privatisation des services publics (santé, éducation) et même des services régaliens (police, justice), à l'exception évidemment de l'armée, indispensable pour la répression et aussi parce que c'est au tour du complexe militaro-industriel, après l'industrie pharmaceutique, de se gaver, et à l'exception du service des impôts, nécessaire pour faire ruisseler tout l'argent du pays dans les poches de Macron, ses commanditaires et tous les parasites qui lui permettent de se maintenir au pouvoir, dont Bayrou est la quintessence.

Michael Hudson – La guerre économique de l'Occident contre le sud global a commencé à la fin du XVIIIe siècle avec la révolution industrielle

À la révolution industrielle, pour pouvoir produire à moindre coût, il a fallu se débarrasser du système féodal qui gérait la propriété foncière, les monopoles commerciaux et les intérêts bancaires, et établir le libre marché prôné par David Ricardo. La production s'est spécialisée et des accords ont été conclus avec les pays producteurs de matière première du Sud, qui ont permis aux pays industrialisés de s'appropriier les terres, les mines, les monopoles et les banques de ces pays, qui se sont retrouvés féodalisés à leur tour. Après la guerre de 1939-1945, ils ont essayé de se libérer, mais les États-Unis ont créé le Banque mondiale et le MFI qui les ont empêchés de se développer et accru leur dépendance, sous couvert d'aides au développement. Puis, les pays développés ont abandonné le marché libre et se sont mis à subventionner leurs agriculteurs et autres secteurs pour continuer à inonder de leurs produits les pays en voie de développement au détriment des producteurs locaux et c'est comme ça qu'on en arrive à la crise d'aujourd'hui. Elle a deux volets :

1. Les tarifs de Trump empêchent les pays de rembourser leurs dettes en dollars et en Euros puisqu'ils ne peuvent plus vendre leurs produits aux États-Unis et en Europe. Pour payer ces dettes, ces derniers 50 ans, les pays en développement ont été obligés de privatiser leur économie, de céder leurs monopoles, leurs mines, etc., ce qui a été dévastateur.

2. Pour la première fois les pays d'Asie et les BRICS ont trouvé le moyen de se libérer de la dépendance économique dans laquelle ils étaient depuis 1945, et cela en grande partie grâce à la Chine qui, grâce à sa révolution, a réussi à se débarrasser de l'aristocratie qui possédait les terres et les banques et à créer son propre modèle industriel mi capitaliste mi socialiste, dans la ligne d'Adam Smith, John Stuart Mill et Marx.

Les États-Unis parlent de conflit civilisationnel, mais c'est en fait une guerre économique pour empêcher les pays du sud global de s'émanciper de leur tutelle. Les banquiers occidentaux (la City, Wall Street, etc.), qui ont remplacé la classe possédante d'antan, ne veulent pas perdre la rente que la domination économique et monétaire des États-Unis sur le monde (y compris sur les états clients d'Europe, Japon, Corée du sud) leur assure à travers les monopoles et le dollar.

Ce conflit entre le capital occidental et le travail des pays du sud global existe aussi à l'intérieur des nations elles-mêmes, y compris celles des BRICS, où la classe possédante prélève une rente indue sur le travail de la classe laborieuse. Une grande partie de la dette argentine et brésilienne est dans les mains d'Argentins et de Brésiliens. Les États-Unis menacent de leurs foudres les pays qui tentent de nationaliser les moyens de production et les banques comme a fait la Chine.

Les leaders comme Macron, Starmer et Merz sont des démagogues. Ils savent que leur population veut la prospérité, une énergie pas chère et des avantages sociaux, mais ils s'en fichent car ils n'ont pas de comptes à rendre. Ils servent leurs sponsors américains. L'UE est dirigée par l'OTAN, et ils sont tous prêts à appauvrir les Européens et à détruire les économies européennes pour faire la guerre à la Russie avec l'idée complètement illusoire qu'ils vont la vaincre et la piller comme dans les années 1990 sous Eltsine. Les peuples européens ne veulent pas de ça mais ils n'ont pas voix au chapitre.

C'est pareil dans les BRICS, les peuples veulent se libérer du joug du pouvoir féodal occidental comme l'a fait la Chine, mais leur oligarchie freine car elle profite du système...

C'est difficile de savoir ce qui va arriver. Pour l'Allemagne, par ex, la seconde guerre mondiale n'est pas finie. Merz vient de dire qu'ils allaient rendre l'armée aussi forte qu'elle l'était autrefois. C'est-à-dire la Wehrmacht, l'armée nazie. Il y a un retour du nazisme en Allemagne, un retour à la période de la seconde guerre mondiale. En France il y a une dictature, et ni les Gilets jaunes, ni aucune protestation d'aucune sorte, n'a permis de se débarrasser de Macron. En Angleterre les institutions sont en pleine dégénérescence. Le Japon et la Corée du sud vont bientôt rallier la Chine, et l'Europe va se retrouver à la traîne... L'Europe pourra-t-elle se réformer sans une révolution ?

«Je suis optimiste, il y aura une révolution !» conclut le célèbre économiste.

J-C- A croire qu'il n'y a plus d'autre issue politique, pas pour réformer le capitalisme, pour l'abolir.

Quand un représentant de la réaction et deux médias font preuve d'honnêteté, c'est plus que suspect !

J-C - Qui peut croire que cela existerait ? Parfois, exceptionnellement, un acteur social ou politique appelle ouvertement ou publiquement au renversement du régime en place. Sinon nous n'avons affaire qu'à des vérités sans lendemain ou aux conséquences sans intérêt pour distraire les naïfs ou plaire aux opportunistes.

En temps de guerre ou de crise, les révélations ou la délation apportent leur lot de vérités qu'il faut encore vérifier. Elles aident à comprendre la situation, cela ne va pas plus loin, car pour en tirer des enseignements politiques, il faudrait que les masses disposent d'un niveau de conscience politique supérieur, ce qui n'est pas le cas, et comme les partis ouvriers qui pourraient leur fournir ces précieux enseignements n'ont acquis aucune crédibilité, elles devront s'en passer, d'où la stagnation ou régression politique à laquelle nous assistons.

Les vulnérabilités de la guerre de l'information : comment le New York Times a péché par honnêteté - RT 25 juil. 2025

<https://francais.rt.com/opinions/123362-vulnerabilites-guerre-information>

RT - Il s'agit d'une banalité lorsqu'on dit que la guerre tue non seulement les gens mais aussi la vérité. Et comme toutes les banalités, cette affirmation est vraie, fade et trompeuse. Car elle omet les véritables meurtriers : en fait ce n'est pas la « guerre » qui tue réellement la vérité ; ce sont les gens qui tuent la vérité.

J-C - Quelle est cette vérité que même RT ne veut pas voir ? Pourquoi s'acharner sur "*les gens qui tuent la vérité*", plutôt que remonter aux origines économiques de cette guerre ? Ce serait trop compromettant pour la totalité des acteurs politiques qui y sont mêlés.

Les rapports sociaux qui sont à l'origine du capitalisme, sont les mêmes que ceux qui ont abouti à cette guerre. Ils existaient avant la guerre, ils existent pendant, ils existeront encore après quand elle aura pris fin, tandis que certains acteurs politiques auront disparu, à commencer par Zelensky, puis Macron, Trump, etc., l'ensemble du personnel politique des puissances occidentales. Dès lors, s'attarder sur des acteurs politiques plutôt que les rapports sociaux existant, consiste sournoisement à diluer l'illusion qu'un changement de personnel politique pourrait contribuer à modifier radicalement l'orientation de la politique mondiale sans avoir à modifier les rapports sociaux en vigueur, une escroquerie politique ou vérité soigneusement camouflée, une contribution idéologique au capitalisme ou un témoignage politique de subordination à l'ordre établi.

Il y en a qui croient que la Russie, la Chine et leurs satellites ou vassaux vaudraient mieux que le camp occidental, alors qu'en vérité ils sont complémentaires, alliés ou ennemis selon les circonstances, ennemis du prolétariat mondial en toute circonstance, c'est ce qui les unit, la crainte ou la haine de la classe ouvrière, du socialisme ou du communisme.

Cela me semble normal qu'on attaque en priorité le plus puissant, le plus belliqueux, le plus barbare, l'impérialisme occidental. Les puissances occidentales entendent faire régner la terreur à l'échelle mondiale, c'est légitime qu'on s'y oppose farouchement. Nous nous opposons à notre propre impérialisme, l'impérialisme français, c'est aux travailleurs russes et chinois de s'opposer aux régimes qui les exploitent et les oppriment, cela vaut pour les travailleurs américains ou du monde entier, votre ennemi est au pouvoir dans votre propre pays, c'est à vous de le déloger...

Totalitarisme. Propagande politique. Psychose collective et changement de comportement.

J-C – C'est eux le cancer, le pire " *faux-ami*" aussi.

Risque de développer un cancer gastro-intestinal grimpe à +127 %, et atteint même +161 % chez les hommes, en mangeant plus de 300 grammes de poulet par semaine, soit 21,42 grammes par repas, autant dire que c'est un poison à éviter !

"Un faux-ami" : cette viande que l'on pense bonne pour la santé augmenterait le risque de cancer, selon la science - Grazia 23 juillet 2025

Cette viande qu'on croit bonne pour la santé pourrait, en réalité, augmenter certains risques graves selon une étude menée en Italie.

À Bari, dans le sud de l'Italie, des chercheurs de l'Institut national de gastro-entérologie ont analysé le type de viande consommée, la fréquence et les quantités. Puis ils ont recoupé ces données avec l'état de santé des participants sur plusieurs années. Le tableau qui se dessine est sans appel : consommer plus de 300 g par semaine de cette viande augmente le risque de mortalité toutes causes confondues de 27 %. Pire, le risque de développer un cancer gastro-intestinal grimpe à +127 %, et atteint même +161 % chez les hommes.

Le coupable ? La volaille. Poulet, dinde, canard ou pintade, ces viandes blanches, longtemps vantées pour leur faible teneur en graisses saturées, se retrouvent ici au cœur de l'alerte.

La réputation de la volaille s'est pourtant construite sur des bases solides. Moins calorique que la viande rouge, riche en protéines, elle est régulièrement recommandée dans les régimes équilibrés. Cette étude n'invalide pas entièrement ces atouts, mais elle invite à les nuancer. Le message n'est pas de bannir la volaille, mais de rappeler qu'aucun aliment, même réputé sain, ne doit être consommé sans modération. (Si 21 grammes par repas serait consommer « *sans modération* », il faut cesser d'en consommer immédiatement, c'est juste suggéré, en s'entourant de précautions qui se veulent mesurées ou neutres de manière à mieux berner les lecteurs. – J-C)

Face à ces résultats, l'équipe scientifique plaide pour une alimentation plus diversifiée. Alternier les sources de protéines comme le poisson, les œufs ou les légumineuses permettrait de limiter les risques tout en couvrant les besoins nutritionnels. Une approche qui rejoint les recommandations des nutritionnistes, aujourd'hui plus enclins à encourager la variété qu'à prôner les interdits stricts.

Sans verser dans l'alarmisme, cette étude agit comme un signal d'alerte. Même les habitudes que l'on croit vertueuses méritent d'être remises en question. Grazia 23 juillet 2025

A quoi reconnaît-on les opportunistes ? Ils sont progressistes en parole, pas en acte.

Plus d'un million. C'est le nombre de signatures qu'a récolté la pétition d'une étudiante, dimanche 20 juillet, sur le site de l'Assemblée nationale demandant l'abrogation "*immédiate*" de la loi Duplomb. France 24 20 juillet 2025

J-C - Il y en a qui se mobilisent contre la loi Duplomb, qui autorise la réintroduction d'un pesticide, l'acétamipride, pesticide de la famille des néonicotinoïdes, interdit en France mais autorisé dans les 26 autres pays de l'UE.

Sur l'une de leur banderole, on pouvait lire, *Nourrir pas détruire*. Mais lorsqu'ils décrètent que le CO2 serait nuisible à la santé, que font-ils sinon y porter atteinte sachant qu'il participe à la croissance des plantes, donc à l'ensemble de la chaîne alimentaire, de l'agriculture à l'élevage entrant dans l'alimentation des hommes ?

Cela dit, si ce pesticide présente un risque pour la santé humaine, nous sommes favorables à son interdiction, pas seulement en France, dans le monde entier.

En attendant, tous les syndicats agricoles sont pour son autorisation, y compris ceux prétendument progressiste ou de gauche, ce qui n'étonnera personne.

BFMTV - À l'inverse, Arnaud Rousseau, le patron de la FNSEA, premier syndicat agricole, très favorable à la loi Duplomb, a estimé que l'agriculture française "*disparaîtra*" si on lui impose "*des normes supérieures*" à celles de ses voisins européens.

Pour la Confédération paysanne, deuxième syndicat agricole, la pétition montre que la loi Duplomb "*n'est pas du tout soutenue par la société*".

"*On va de problèmes en problèmes. Quand on n'aura plus d'agriculteurs, il n'y aura plus besoin de faire des pétitions*", commente auprès de l'AFP, Christian Convers, secrétaire général de la Coordination rurale.

"*Tout recommencer serait une grande perte de temps et une finalité perdante pour le monde agricole*", estime par ailleurs à l'AFP Quentin Le Guillous, secrétaire général des Jeunes agriculteurs. BFMTV 20 juillet 2025

J-C – Tous les syndicats agricoles sont aussi pourris que ceux du mouvement ouvrier, triste époque, on plaint les jeunes !

J-C – Comme chaque fois, la population leur sert de cobaye.

Loi Duplomb : les pesticides néonicotinoïdes, comme l'acétamipride, sont-ils dangereux pour la santé ? - franceinfo.fr 29 mai 2025

Le Parlement le 8 juillet, a réintroduit un pesticide de la famille des néonicotinoïdes, interdit en France depuis 2018, autorisé ailleurs en Europe : l'acétamipride.

Cinq types de pesticides sont considérés comme des néonicotinoïdes. S'ils sont tous interdits en France, l'acétamipride ne l'est pas au sein de l'Union européenne. D'après une décision de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, l'Efsa, de mai 2024, les agriculteurs peuvent continuer à l'utiliser jusqu'en 2033. Mais l'utilisation de ce pesticide est décriée par les apiculteurs. Le produit agit sur le système nerveux central de leurs abeilles par le biais de récepteurs et désoriente ces insectes, qui vont mettre plus de temps à trouver leurs ruches, s'épuiser et mourir. "*Les humains ont*

le même type de récepteurs, on s'attend donc aux mêmes effets", relève Sylvie Bortoli, ingénieure de recherche en toxicologie mécanistique à l'Inserm.

Si les effets des néonicotinoïdes sont bien connus et reconnus sur les insectes, ils le sont moins sur les humains, par manque d'études de grande ampleur. Néanmoins, des travaux de recherches récents alertent sur plusieurs effets néfastes sur l'être humain. *"Il y a plusieurs modes de contamination"*, note la chercheuse.

"Il est possible d'être contaminé par voie respiratoire, quand les produits sont diffusés dans l'air avec la technique de l'épandage ; de manière cutanée, quand les agriculteurs ne portent pas de tenue de protection ; mais la source principale de contamination reste l'alimentation." Sylvie Bortoli, ingénieure de recherche en toxicologie mécanistique à l'Inserm à franceinfo

La littérature scientifique fait état de multiples effets des néonicotinoïdes sur l'homme. D'abord, selon une étude japonaise réalisée en 2019 (Nouvelle fenêtre), les néonicotinoïdes, et notamment l'acétamipride, sont capables de passer la barrière du placenta et donc d'atteindre le neurodéveloppement de l'enfant dans le ventre de sa mère. *"Certains naissent avec une taille insuffisante, d'autres avec une anencéphalie, soit le manque d'une partie de cerveau"*, expose Jean-Marc Bonmatin. Une étude américaine de 2017 démontre que l'exposition aux néonicotinoïdes a des conséquences sur le quotient intellectuel des enfants. *"Nous avons observé une diminution de 2,2 points (...) dans le QI à grande échelle et 2,9 points (...) en compréhension verbale pour chaque augmentation de l'écart type de l'utilisation pondérée par la toxicité des pesticides organophosphorés"*, révèle l'étude.

Ces analyses scientifiques montrent également un risque de développer un spectre autistique chez des enfants qui ont été exposés à ces produits phytosanitaires in utero. Chez les adultes, de récentes études ont établi des liens entre exposition à des néonicotinoïdes et maladies cardio-métaboliques, diabète gestationnels chez la femme enceinte ou encore cancers du foie. Pour confirmer ces observations sur les populations, les chercheurs réalisent des expérimentations en laboratoire, par exemple en testant les effets des substances sur les animaux. *"Pour les expériences in vivo et in vitro, nous mimons une exposition aux néonicotinoïdes qui peut correspondre à celle d'une alimentation traitée avec ces pesticides"*, décrit Sylvie Bortoli. Plusieurs travaux ont confirmé ces constats. Cette étude réalisée sur des rats nouveau-nés a par exemple démontré que *"les néonicotinoïdes peuvent avoir des effets néfastes sur la santé humaine, en particulier sur le développement du cerveau"*. Pour les chercheurs interrogés par franceinfo, il est donc démontré que des effets concrets existent sur la santé des humains.

"Je travaille sur les pesticides et je n'ai jamais eu autant de preuves sur les dégâts d'un pesticide qu'avec l'acétamipride." Jean-Marc Bonmatin, chercheur en toxicologie et en biochimie au CNRS à franceinfo

Si les pesticides sont utilisés pour éliminer les organismes jugés indésirables dans les champs, ils détruisent aussi la biodiversité qui ne menace pas forcément les cultures. D'après la Fondation pour la recherche sur la biodiversité, seuls 2 à 20% des néonicotinoïdes enrobant les semences sont absorbés par les cultures, tandis que le reste est stocké dans le sol puis transporté dans les écosystèmes aquatiques et terrestres.

De cette manière, ces produits touchent même des espèces qui ne sont pas dans les cultures visées à l'origine. *"Ces insecticides sont actuellement identifiés comme une cause majeure du déclin des insectes et autres invertébrés terrestres et aquatiques"*, souligne la Fondation. Or l'érosion de la biodiversité représente une menace à long terme, notamment pour l'agriculture et donc

l'alimentation. "On risque d'avoir des répercussions en termes de santé humaine", avance le chercheur.

Totalitarisme. Fanatisme et xénophobie aggravée.

Annulation du concert en Italie d'un chef d'orchestre russe pro-Poutine - AFP 21 juillet 2025

Le très controversé concert du célèbre chef d'orchestre russe pro-Poutine Valeri Guerguiev, prévu le 27 juillet dans le cadre d'un festival près de Naples en Italie, a finalement été annulé, ont annoncé lundi les organisateurs.

J-C - Vous savez pourquoi ce concert était "très controversé" ? Parce que l'AFP porte-parole de l'OTAN en a décidé ainsi, du fait que Valeri Guerguiev n'a jamais "dénoncé l'offensive contre Kiev", il s'agit donc d'une décision politique.

AFP- Lundi, Giorgia Meloni a apporté son "soutien entier et convaincu" à la "décision libre" de la direction du palais de Caserte, qui selon lui "obéit à une logique de bon sens (...) contribuant à la protection des valeurs du monde libre".

En mars 2022, l'orchestre philharmonique de Munich (sud de l'Allemagne) avait décidé de le congédier car il n'avait pas dénoncé l'invasion de l'Ukraine. Plusieurs orchestres et festivals en Europe et aux Etats-Unis avaient, eux, annulé leurs engagements avec le musicien.

En Pologne, une "vague brune" et une "atmosphère de pogrom" - Courrier International 25 juillet 2025

Des jeunes hommes en casquettes et au visage masqué, le poing levé, brandissant des banderoles "Stop" et des drapeaux polonais sur le rynek (la grand-place) de Cracovie : c'est l'image choisie par l'hebdomadaire progressiste polonais Polityka en une de son édition du 23 juillet. Cette photo, publiée en couleur et en sépia, illustre une série de manifestations organisées dans 80 localités de Pologne, le 19 juillet, pour "stopper l'immigration", et s'assortit du titre : "La vague brune".

Dans un éditto, le rédacteur en chef de Polityka s'inquiète de cette "atmosphère de pogrom" qui semble régner dans la foulée "de l'élection présidentielle" polonaise, et regrette que le Premier ministre de centre droit, Donald Tusk, reste silencieux.

"Toute la campagne anti-immigrés est une fabrication politique", déplore Polityka, qui écrit que les entrées irrégulières en Pologne, à la frontière biélorusse, sont au plus bas et que l'Allemagne n'a renvoyé "que 300 personnes en six mois". Mais son rédacteur en chef souligne que la "peur" reste un outil privilégié des politiciens "dans un pays de migrants aussi exceptionnellement homogène [...] que la Pologne".

Comme quoi ils méritent bien tous leur réputation.

La Hongrie interdit d'entrée le groupe Kneecap, accusé d'antisémitisme - BFMTV 24 juillet 2025

Une décision inédite et controversée. "*Kneecap est officiellement interdit d'entrée en Hongrie pour antisémitisme et apologie du terrorisme*", a annoncé sur X le porte-parole de l'exécutif hongrois Zoltan Kovacs, relayé par l'AFP. La mesure s'applique à chacun des trois membres du groupe nord-irlandais de hip-hop pour une durée de trois ans.

"*Les discours haineux n'ont pas leur place parmi nous. Nous trouvons cela inacceptable*", souligne une pétition signée par près de 300 artistes, rappelant qu'une douzaine de festivals ont refusé d'accueillir Kneecap, notamment en Allemagne ou en Écosse.

Sommet Italie - Algérie : Meloni et Tebboune affichent leur entente cordiale - France 24 23 juillet 2025 à

Partenariats dans les secteurs du gaz, du pétrole ou du numérique, coopération dans le domaine de la défense, de la lutte contre le terrorisme et de l'immigration illégale... La visite d'Abdelmadjid Tebboune à Rome scelle les relations au beau fixe entre l'Algérie et l'Italie, tandis que celles avec la France sont au point mort.

La Première ministre italienne Giorgia Meloni a reçu, mercredi 23 juillet, le président algérien Abdelmadjid Tebboune, devant lequel elle a vanté une relation bilatérale d'un niveau "*jamais atteint auparavant*", qui s'est traduite par la signature d'accords, notamment dans le domaine énergétique.

"*Nos relations bilatérales ont atteint un niveau d'intensité et de solidité jamais atteint auparavant*", s'est-elle félicitée devant la presse. "*Durant ce cinquième sommet intergouvernemental (...), nous avons pris des mesures concrètes qui expriment une ferme volonté politique de renforcer nos relations bilatérales historiques et d'élargir davantage les liens de coopération*", a de son côté déclaré le président algérien, en visite officielle à Rome à l'occasion d'un forum économique italo-algérien.

Gaz et pétrole algérien : une priorité pour Rome

Aspirant à faire de l'Italie "*la porte d'entrée entre l'énergie produite en Afrique et celle dont l'Europe a besoin*", Mme Meloni a salué la collaboration entre le géant public pétrolier algérien Sonatrach et le groupe italien ENI, "*qui deviendra encore plus solide grâce aux accords signés aujourd'hui*", en présence des PDG des deux entreprises, Rachid Hachichi et Claudio Descalzi.

Après l'invasion russe en Ukraine, qui a contraint Rome à chercher de nouveaux partenaires pour réduire sa dépendance au gaz russe, l'Algérie est devenue le premier fournisseur de gaz de l'Italie et son premier partenaire économique sur le continent africain.

Les deux pays ont aussi signé mercredi des accords de coopération dans le domaine de la défense, de la lutte contre le terrorisme et de l'immigration illégale.

Mimétisme.

Commerce: Trump annonce un accord "énorme" avec le Japon, frappé d'une surtaxe douanière à 15% - AFP 23 juillet 2025

Selon M. Trump, le Japon a accepté de s'ouvrir "*au commerce des voitures et des pick-ups, du riz et d'un certain nombre d'autres produits agricoles*" venant des États-Unis.

L'UE et le Japon renforcent leur alliance commerciale face aux tensions mondiales - euronews 23 juillet 2025

À l'issue du 30e sommet UE-Japon qui s'est tenu à Tokyo mercredi, l'UE et le Japon ont annoncé leur intention de renforcer leur coopération commerciale et de lutter contre la coercition économique.

Totalitarisme. La dictature climatique s'est trouvée un tribunal d'exception.

La CIJ impose des obligations climatiques historiques aux États - RT 24 juil. 2025

La Cour internationale de justice (CIJ) a rendu, le 23 juillet, un avis consultatif historique imposant aux États des obligations légales pour réduire les émissions et protéger le climat. Cette décision, portée par le Vanuatu, pourrait transformer la notion de justice climatique à l'échelle internationale.

Dans un avis consultatif rendu le 23 juillet, la Cour internationale de justice (CIJ), plus haute juridiction de l'ONU, a marqué un tournant décisif pour la justice climatique.

Saisie en 2023 par l'Assemblée générale des Nations unies à l'initiative du Vanuatu, la CIJ a statué que les États ont une obligation légale de prévenir les dommages environnementaux significatifs et de coopérer pour lutter contre le changement climatique.

L'avis s'appuie sur un cadre juridique combinant le droit international coutumier, les droits humains, le droit de la mer et des traités comme l'Accord de Paris (2015).

Il rejette l'idée que la complexité de la crise climatique excuse l'inaction. Les États doivent prendre des mesures « *appropriées, conséquentes, rapides et durables* » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le principe de précaution s'appliquant pleinement : l'absence de certitude scientifique ne justifie aucun retard. Ces obligations, ancrées dans le droit coutumier, s'imposeraient ainsi à tous les États, même non-signataires des accords climatiques.

Si la CIJ n'a désigné aucun État fautif, son message est clair : l'inaction climatique est désormais une violation du droit international, engageant la responsabilité des gouvernements devant la justice mondiale. Reste désormais à l'ONU, dont la capacité d'agir est largement mise en cause dans le dossier palestinien, de faire respecter cette décision.

Santé.

Les États-Unis rejettent des mesures de l'OMS pour la lutte contre les pandémies - RFI 19 juillet 2025

Le gouvernement de Donald Trump a annoncé, vendredi 18 juillet, que les États-Unis rejetaient les amendements adoptés en 2024 par les pays de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) modifiant le Règlement sanitaire international (RSI) afin de lutter contre les pandémies. Le ministre de la Santé américain, Robert Kennedy Jr, a assuré qu'ils violaient la souveraineté américaine.

France.

A dormir debout !

- Pourquoi le gouvernement incite à faire la sieste, à l'école et même au travail - Le HuffPost 22 juillet 2025

- Les syndicats s'unissent pour riposter à Bayrou avec une pétition - Le HuffPost 22 juillet 2025

Quand est-ce qu'on les chasse du pouvoir, qu'on liquide leur régime ?

J-C – En France il y a un gouvernement composé majoritairement de millionnaires, aux Etats-Unis, ils sont milliardaires, mais étonnement on continue d'en parler comme si de rien n'était. Après il y en a qui se demandent comment les hyper riches ont-ils pu accumuler une telle richesse et un tel pouvoir, il ne faut pas chercher plus loin.

Sondage en France : le couple Bayrou–Macron bat tous les records d'impopularité de la Ve République - RT 20 juil. 2025

Les résultats de cette étude d'opinion IFOP/JDD sont sans appel : avec seulement 19 % des sondés ayant de lui une opinion favorable (dont seulement 2 % se déclarant « *très satisfaits* »), face à 81 % de mécontents (dont plus de la moitié de « *très mécontents* »), Emmanuel Macron a battu en ce mois de juillet son propre record d'impopularité.

Même son de cloche du côté de son Premier ministre en poste depuis moins d'un an, François Bayrou – qui avait exercé un chantage pour obtenir le poste – avec seulement 17 % d'opinions favorables. Cumulés, les deux responsables politiques battent des records en devenant le couple exécutif le plus impopulaire dans les archives de ce baromètre créé en 1958, année de promulgation de la Constitution de la Ve République. RT 20 juil. 2025

La porte-parole du gouvernement pour la suppression des 35 heures, du moins à « titre personnel » - 20 Minutes/AFP 18 juillet 2025

Sophie Primas était interrogée sur les propos tenus jeudi matin sur TF1 par le député Renaissance Mathieu Lefèvre, selon qui « *il faudra mettre fin aux 35 heures dans ce pays et laisser la liberté aux entreprises de s'organiser, en lien évidemment avec leurs salariés* ». « *S'il y a des entreprises qui ont besoin de plus de 35 heures et que leurs salariés sont d'accord, faisons-le* », avait-il ajouté. « *A titre personnel et comme membre de LR, oui, clairement, je partage son point de vue* », a assuré la porte-parole du gouvernement.

Sophie Primas a par ailleurs repris à son compte que la réforme faisant passer la durée hebdomadaire légale du travail de 39 à 35 heures, votée en 1998 sous le gouvernement du Premier ministre Lionel Jospin, était un « *boulet* ».

En complément.

Le HuffPost - Le travail de la commission d'enquête sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises, présidée par le sénateur LR Olivier Rietmann, et dont le rapporteur était le sénateur communiste Fabien Gay, a établi « *un ordre de grandeur* » à 211 milliards d'euros pour 2023, en matière d'aides publiques aux entreprises. Le HuffPost 22 juillet 2025

Palestine occupée.

“Nous ne sommes plus les victimes. Nous sommes devenus les assaillants”

<https://www.facebook.com/envoyespecial.france2/videos/675248621988695/>

L'extermination continue.

- Gaza : Au moins 26 Palestiniens tués près de centres d'aide, selon la Défense civile – 20 Minutes/AFP 19 juillet 2025

« *Ils tiraient de manière aléatoire* » : 57 morts après des tirs israéliens sur une foule attendant de l'aide à Gaza, selon la Défense civile – BFMTV 20 juillet 2025

- Gaza : la Défense civile fait état de 93 morts dans des tirs israéliens – AFP 21 juillet 2025

Plus de 100 organisations humanitaires alertent sur la «*famine de masse*» à Gaza – RFI 24 juillet 2025

Les 111 ONG demandent la levée du siège qui empêche les provisions et les fournitures médicales d'arriver sur le territoire palestinien. Depuis la mise en place d'un blocus en mars par Israël, les pénuries se sont aggravées.

Dans leur communiqué, les organisations demandent l'ouverture de tous les points de passage terrestres – ces zones qui permettent de faire entrer de l'aide humanitaire ; le rétablissement de l'approvisionnement en nourriture, en eau potable, en médicaments et en carburant par

l'intermédiaire des Nations unies, et surtout, la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat et permanent.

Autre élément politique antérieur à la Déclaration de Balfour qui appuie le projet colonial UK.

Henry Campbell-Bannerman, Chef du Parti libéral de 1899 à 1908, il fut Premier ministre sous Édouard VII du 5 décembre 1905 au 3 avril 1908.

Relations internationales

La mesure-phare du cabinet Campbell-Bannerman est sans doute constituée par l'Entente anglo-russe signée en 1907, qui consolide en Triple Entente l'entente cordiale signée avec la France quelques mois avant son accession au pouvoir (avril 1904). (...)

Par ailleurs, à l'occasion de la Conférence impériale de 1907, qu'il présidait, et durant laquelle le statut de dominion fut entériné, Henry Campbell-Bannerman constitua une commission d'universitaires internationaux pour réfléchir à l'avenir de l'Empire. Seuls des extraits du rapport furent publiés. Celui-ci suggérait, entre autres, de diviser le monde arabe en de nombreux États et d'installer en leur sein, en Palestine, une colonie qui soit hostile aux intérêts arabes et participe de leur division permanente [14]. Enfin, il posa les bases de l'Union d'Afrique du Sud en accordant aux États boers le droit au self-government.

[14] « *The Arab Scene 100 years After Campbell-Bannerman* » par Awni Farsakh, Al Khaleej (EAU), 11 mai 2007.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Henry_Campbell-Bannerman#

Israël : le Parlement vote en faveur d'un appel à l'annexion de la Cisjordanie occupée – RFI 24 juillet 2025

Mercredi 23 juillet, le Parlement israélien a adopté à la majorité une motion prônant l'application de la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie occupée. Réaction immédiate de l'Autorité palestinienne à Ramallah qui a qualifié ce vote de « *déclaration d'une nouvelle guerre contre le peuple palestinien* ».

Lors de la séance à la Knesset (nom hébreu du Parlement), 71 députés israéliens ont voté un appel au gouvernement à annexer la Cisjordanie occupée, le 23 juillet 2025, afin de « *retirer de l'ordre du jour tout projet d'État palestinien* ». Mais c'est une résolution « *déclaratoire* » : ce format de texte n'a aucune force de loi, tout comme une résolution adoptée en 2024 contre la création d'un État palestinien. Ce texte symbolique, mais non anodin, porte la marque de la droite et de l'extrême droite au pouvoir et leurs alliés ultra-orthodoxes, indique notre envoyée spéciale à Jérusalem, Abla Jounaïdi.

Cette motion définit la Cisjordanie occupée comme « *indissociable de la Terre d'Israël* », soit une velléité d'annexion justifiée par des motifs sécuritaires après les massacres du 7 octobre 2023. Dans la vision de ses instigateurs, un État palestinien serait un « *danger existentiel* ».

L'extermination continue.

Gaza : 21 enfants morts de malnutrition et de faim en 3 jours – Yahoo 22 juillet 2025

Selon un hôpital de Gaza, en 72 heures, 21 enfants sont morts de malnutrition et de faim, alors que la situation humanitaire sur place devient de plus en plus dramatique. Un rapport de l'ONU estime que depuis la fin du mois de mai, plus de 1000 personnes ont été tuées par l'armée israélienne alors qu'elles venaient chercher de l'aide.

« *Le soi-disant programme de distribution de la GHF est un piège sadique. Les tireurs d'élite ouvrent le feu au hasard sur les foules, comme s'ils avaient un permis de tuer* », a déclaré lors d'une conférence de presse ce mardi Philippe Lazzarini, directeur de l'UNRWA.

La veille, la Société des journalistes de l'AFP alerte sur une situation inédite. Elle craint de voir ses collaborateurs toujours présents à Gaza « *mourir de faim* ». Affaiblis physiquement et moralement, certains de ces journalistes n'ont plus la force de travailler et lancent des appels au secours quotidiens.

« *Depuis que l'AFP a été fondée en août 1944, nous avons perdu des journalistes dans des conflits, nous avons eu des blessés et des prisonniers dans nos rangs, mais aucun de nous n'a le souvenir d'avoir vu un collaborateur mourir de faim* », écrit l'agence Française de presse. Yahoo 22 juillet 2025

Au moins 53 morts - AP 27 juillet 2025

Les frappes aériennes et les coups de feu israéliens ont tué au moins 53 personnes à Gaza dans la nuit de vendredi à samedi, la plupart abattues alors qu'elles cherchaient de la nourriture, selon les responsables de la santé palestiniens et les services ambulanciers locaux.

Des tirs israéliens meurtriers ont été signalés à deux reprises près du point de passage de Zikim avec Israël, dans le nord. Lors du premier incident, au moins une douzaine de personnes attendant des camions d'aide ont été tuées, a indiqué le personnel de l'hôpital Shifa, où les corps ont été transportés. L'armée israélienne a affirmé avoir tiré des coups de semonce pour éloigner la foule « *en réponse à une menace immédiate* ».

Selon Sherif Abu Aisha, un témoin de la scène, les gens se sont mis à courir en voyant une lumière qu'ils pensaient provenir de camions d'aide, mais en s'approchant, ils ont réalisé qu'il s'agissait des chars israéliens. C'est alors que l'armée a commencé à tirer, a-t-il raconté à l'Associated Press. Il a ajouté que son oncle figurait parmi les victimes.

« *Nous sommes partis parce qu'il n'y avait pas de nourriture (...) et rien n'a été distribué* », a-t-il déclaré.

Samedi soir, les forces israéliennes ont tué au moins 11 personnes et en ont blessé 120 autres en tirant sur la foule qui tentait d'obtenir de la nourriture d'un convoi de l'ONU, a rapporté à l'AP le Dr Mohamed Abu Selmiyah, directeur de l'hôpital Shifa. AP 27 juillet 2025

Syrie.

Le Corridor David, une offensive israélienne pour balkaniser la Syrie et imposer les accords Abraham par Alfredo Jalife-Rahme – Réseau Voltaire 23 juillet 2025

Cela paraît difficile à imaginer, pourtant Israël se lance aujourd'hui dans un projet d'extension qui devrait le conduire à annexer prochainement la capitale syrienne, Damas. Déjà le président autoproclamé, le jihadiste Ahmed al-Charaa, s'est réfugié à Idlib sous la protection de la Türkiye.

<https://www.voltairenet.org/article222659.html>

Russie.

La Hongrie et la Serbie s'entendent avec la Russie sur la construction d'un oléoduc - Euronews 21 juillet 2025

La Serbie, la Hongrie et la Russie ont convenu de la construction d'un oléoduc pour transporter le pétrole russe de Budapest à Belgrade, alors que des sanctions contre Moscou pour son agression militaire contre l'Ukraine sont adoptées au niveau de l'UE et que la question de la réduction de la dépendance énergétique est abordée.

Mais pour Péter Szijjártó, le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce, les Russes sont bien des "*partenaires*".

Le porte-parole du gouvernement hongrois, Zoltán Kovács, a déclaré que l'oléoduc pourrait être opérationnel d'ici 2027 et que sa capacité serait de 5 millions de tonnes par an. Selon le plan, la Hongrie construira 180 kilomètres de l'oléoduc.

Ukraine.

En images, une rare manifestation anti-gouvernementale en Ukraine en temps de guerre – euronews 23 juillet 2025

<https://fr.news.yahoo.com/sport/images-rare-manifestation-anti-gouvernementale-105911494.html>

Protestations de masse dans plusieurs villes ukrainiennes - 24 juillet 2025

Source : Zannekinbond via Euro-Synergies

<https://reseauinternational.net/protestations-de-masse-dans-plusieurs-villes-ukrainiennes/>

Comment ils préparent les esprits à la transition de l'après Zelensky.

- Zelensky et l'État ukrainien : un départ qui ne changera rien - RT 26 juil. 2025
- La Grande-Bretagne envisage de remplacer Zelensky par Zaloujny : Londres déçue par le président ukrainien illégitime - RI 25 juil. 2025
- Le Telegraph : «Zelensky ne fait plus partie de la solution pour l'Ukraine, il fait partie du problème» - RT 25 juil. 2025
- Ukraine: vague de manifestations contre une loi limitant les pouvoirs des organes anticorruption - RT 24 juil. 2025
- Mobilisation forcée : les Ukrainiens saluent les frappes russes sur les centres de recrutement - RT 23 juil. 2025
- Zelensky sabote la lutte anticorruption pour protéger son cercle rapproché - RT 23 juil. 2025
- Trump doute que l'Ukraine ait dépensé en armement «chaque dollar» de l'aide américaine - RT 23 juil. 2025
- Volodymyr Zelensky accusé de dérive autoritaire après des raids contre ses opposants - RT 18 juil. 2025
- Ukraine : un ministère entier emporté par une affaire de corruption touchant un proche de Zelensky - RT 15 juil. 2025

Mobilisation forcée : les Ukrainiens saluent les frappes russes sur les centres de recrutement 23 juil. 2025,

Depuis le début de l'opération militaire spéciale, les méthodes employées par les centres territoriaux de recrutement en Ukraine sont sévèrement critiquées par la population elle-même. Selon un récent sondage réalisé par l'Institut Socis, cité par le magazine allemand Focus Online, près de 80 % des Ukrainiens interrogés condamnent la manière dont ces centres procèdent à la mobilisation.

Dans les grandes villes ukrainiennes, des groupes Telegram se multiplient, avertissant les habitants des endroits où patrouillent les inspecteurs militaires afin d'éviter des arrestations arbitraires en pleine rue. Régulièrement, des vidéos montrant des citoyens appréhendés avec violence, parfois battus à mort dans les locaux des centres de mobilisation, circulent sur les réseaux sociaux.

Face à cette situation, un véritable mouvement de refus s'organise à travers le pays, toujours selon Focus Online. Selon Andriy Kovalenko, responsable du Centre ukrainien de lutte contre la désinformation auprès du Conseil de sécurité nationale, certains citoyens vont jusqu'à fournir eux-mêmes aux forces russes les coordonnées des centres territoriaux de recrutement pour qu'ils soient visés par des attaques.

Zelensky sabote la lutte anticorruption pour protéger son cercle rapproché – RT 23 juil. 2025

Volodymyr Zelensky a signé une loi controversée qui place le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) et le Parquet spécialisé anticorruption (SAP) sous l'autorité directe du procureur général, révèle le site officiel du Parlement ukrainien.

Ce nouveau texte donne au procureur général un accès total aux enquêtes du NABU. Il lui permet de donner des instructions contraignantes aux enquêteurs, de réattribuer les affaires à d'autres instances judiciaires et même de clôturer des procédures à la demande de la défense. De plus, le président du SAP ne pourra plus faire partie du groupe de procureurs.

Les médias occidentaux ont vivement réagi à cette décision de Volodymyr Zelensky. Ainsi, l'hebdomadaire britannique le Spectator a indiqué que l'Ukraine pourrait même devenir la cible de sanctions européennes : « *Les diplomates occidentaux ont tous averti Zelensky que l'adoption de cette loi pourrait compromettre le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, entraîner la suppression du régime sans visas dont elle profite et même faire en sorte que l'UE déclenche des sanctions contre l'Ukraine. Mais il s'est lancé quand même* ».

De son côté, le Wall Street Journal souligne également que ces mesures contre les institutions anticorruption risquent de fragiliser le soutien occidental à l'Ukraine. Après avoir rencontré des responsables du bureau anticorruption, rapporte le quotidien, les fonctionnaires occidentaux ont exprimé de sérieuses inquiétudes, ainsi que leur intention de discuter de ces développements avec ses chefs des gouvernements.

L'Economist, pour sa part, précise que cette loi pourrait avoir été motivée par l'ouverture d'enquêtes du NABU visant des proches collaborateurs de Zelensky. Le bureau anticorruption a ainsi déjà inculpé Oleksy Tchernychov, son ami intime, pour une affaire de corruption immobilière ayant causé un préjudice de 24 millions de dollars à l'État à l'époque où il occupait le poste de vice-Premier ministre.

À l'annonce de cette décision, des manifestations importantes ont éclaté le 23 juillet dans plusieurs grandes villes, notamment Lvov et Kiev. Dans la capitale ukrainienne, plus de mille manifestants, de source gouvernementale (beaucoup plus d'après les images) se sont rassemblés devant le bureau présidentiel en criant « *honte* » et en demandant le veto présidentiel. Il s'agit d'une des plus grandes protestations contre le gouvernement Zelensky depuis le début de l'opération militaire spéciale russe. Parmi les protestataires, le maire de Kiev, Vitali Klitchko, a dénoncé publiquement la dérive autoritaire du régime, accusant les initiateurs de la loi de se croire désormais au-dessus de toute impunité et de conduire l'Ukraine vers l'autoritarisme.

Moldavie.

Moldavie : des dizaines de milliers de personnes protestent contre le pouvoir pro-européen de Maia Sandu 26 juil. 2025

À deux mois des élections législatives, la capitale moldave a été le théâtre d'une immense manifestation dirigée par un nouveau bloc d'opposition prônant le rétablissement des liens avec la Russie. Les manifestants dénoncent la répression du pouvoir et les dérives autoritaires de la présidente Maia Sandu.

Des dizaines de milliers de citoyens sont descendus dans les rues de Chisinau ce 26 juillet pour participer à une manifestation massive contre la politique menée par la présidente moldave Maia Sandu et son parti pro-européen, « *Action et solidarité* » (PAS), au pouvoir. L'événement a été organisé par un nouveau bloc d'opposition composé de quatre partis de gauche : le Parti des socialistes de la République de Moldavie (PCRM), le Parti des communistes, « *Cœur de la Moldavie* » et « *L'Avenir de la Moldavie* ». Parmi les figures présentes, on retrouve les anciens présidents Igor Dodon et Vladimir Voronine, l'ex-Premier ministre Vasile Tarlev ainsi que l'ancienne gouverneure de Gagaouzie, Irina Vlah.

Malgré la chaleur extrême, les organisateurs estiment que plusieurs dizaines de milliers de manifestants étaient présents. Selon Vlad Batrincea, député du Bloc des communistes et socialistes, plus de la moitié des citoyens souhaitant participer ont été empêchés de rejoindre la capitale en raison des barrages policiers installés sur ordre du gouvernement.

« *Le pouvoir a peur de la voix du peuple. Il utilise des méthodes dictatoriales pour étouffer la contestation* », a dénoncé Igor Dodon. Il a accusé la police d'avoir délibérément bloqué les routes et retenu les bus transportant des manifestants. D'après les déclarations de l'opposition, certains participants ont même été arrêtés ou contrôlés arbitrairement en route.

Depuis plusieurs années, le gouvernement de Maia Sandu est accusé par ses opposants d'avoir instauré une répression systématique. De nombreux médias indépendants ont été bloqués et plusieurs hommes politiques ont été poursuivis sous divers prétextes pour avoir défendu des positions amicales à la Russie. La surveillance policière, les poursuites judiciaires et la fermeture des espaces d'expression sont devenues des pratiques fréquentes.

Le bloc d'opposition en formation, qui n'a pas encore de nom officiel, se prépare à se présenter ensemble aux élections parlementaires du 28 septembre. Ce regroupement revendique le rétablissement des relations avec la Russie et rejette l'orientation pro-OTAN et pro-UE de l'actuel pouvoir. Irina Vlah a déclaré lors du rassemblement : « *Notre objectif n'est pas seulement de battre le PAS, mais de libérer le pays de ce régime.* » Elle a ajouté que la Moldavie « *ne sera jamais un outil de guerre pour l'Occident* » et a dénoncé « *l'utilisation de la police et de la diaspora à l'étranger, notamment en Roumanie, pour manipuler les résultats électoraux* ».

« *Aujourd'hui, nous vivons dans une guerre idéologique* », a résumé le député Constantin Staris, avant d'ajouter : « *Nos dirigeants ont vendu la souveraineté du pays à Bruxelles et Washington.* » La mobilisation de Chisinau marque ainsi une étape décisive dans la lutte pour le retour à une Moldavie souveraine, pacifique et respectueuse de son histoire.

Grande-Bretagne.

Jeremy Corbyn annonce la création d'un nouveau parti de gauche au Royaume-Uni – AP 25 juillet 2025

L'ancien chef du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a annoncé jeudi la création d'un nouveau parti politique britannique de gauche pour prôner une « *redistribution massive des richesses et du pouvoir* » et affronter ses anciens collègues lors des prochaines élections.

La nouvelle formation dispose d'un site internet — yourparty.uk — mais n'a pas encore de nom.

«C'est votre parti, a indiqué M. Corbyn. Nous choisirons un nom lorsque nous aurons reçu toutes les réponses, et jusqu'à présent, le taux de réponse a été massif.»

Jeremy Corbyn espère que le nouveau parti tiendrait sa conférence inaugurale à l'automne.

M. Corbyn, 76 ans, a mené le Parti travailliste à des défaites électorales en 2017 et 2019, mais ce vétéran socialiste reste populaire auprès de nombreux militants de la base.

Le projet de création d'un nouveau parti a émergé plus tôt ce mois-ci lorsque la députée Zarah Sultana, suspendue du Parti travailliste pour avoir voté contre le gouvernement, a annoncé qu'elle «codirigerait la fondation d'un nouveau parti» avec M. Corbyn.

Il a été suspendu après avoir refusé d'accepter pleinement les conclusions, affirmant que ses opposants avaient exagéré l'ampleur de l'antisémitisme au sein du Parti travailliste pour des «raisons politiques».

Jeremy Corbyn a été réélu au Parlement l'année dernière en tant qu'indépendant. AP 25 juillet 2025

Brésil.

La Nouvelle République brésilienne, une révolution de couleur permanente - Strategic Culture Foundation 24 juillet 2025

Par Lucas Leiroz

La gauche pro-démocratique et la droite pro-républicaine sont les principaux acteurs d'un système contrôlé.

Depuis les années 1990, les analystes et journalistes occidentaux tentent d'interpréter les événements politiques brésiliens à l'aide d'étiquettes conventionnelles telles que «révolution de couleur» ou «coup d'État». Cependant, ces approches relèvent davantage de la propagande que d'une analyse réaliste de la dynamique politique brésilienne. Les événements tels que ceux de 2013, 2016 et l'incident du 8 janvier 2023 ne constituent en aucun cas un changement de régime. Au contraire, ils révèlent la stabilité dysfonctionnelle de l'ordre politique imposé au Brésil depuis la fin du régime militaire : la Nouvelle République.

Pour comprendre la véritable nature du pouvoir dans le Brésil contemporain, il est essentiel d'examiner les changements de régime qui ont eu lieu au cours du XXe siècle, en particulier après l'ère Vargas. Le premier tournant majeur s'est produit après la Seconde Guerre mondiale, lorsque Getúlio Vargas s'est stratégiquement aligné sur les intérêts américains en autorisant les troupes brésiliennes à combattre en Europe. En échange, il négocia les débuts de l'industrialisation nationale, un projet qui aboutit notamment à la création de la Compagnie sidérurgique nationale (Companhia Siderúrgica Nacional). Cependant, cet accord eut un coût élevé : les militaires revinrent de la guerre sous l'influence des États-Unis et, en 1945, contraignirent Vargas à démissionner.

Vint ensuite la période démocratique entre 1946 et 1964, marquée par d'intenses tensions entre le développementalisme national et un modèle libéral lié au capital étranger. L'élection de João

Goulart et ses propositions réformistes ont clairement montré à Washington que la voie démocratique ne permettrait pas de préserver les intérêts américains au Brésil. Les États-Unis ont donc orchestré, avec le soutien total de leurs agents internes, le coup d'État de 1964.

Le régime militaire avait initialement pour objectif d'aligner le Brésil sur les États-Unis dans le cadre plus large de la guerre froide. Cependant, avec le temps, les forces armées elles-mêmes ont commencé à promouvoir un projet plus autonome, d'inspiration nationaliste croissante. Une politique étrangère indépendante, un accord nucléaire avec l'Allemagne, le renforcement des entreprises publiques et le rôle prépondérant du Brésil dans le tiers monde ont alarmé Washington.

En réponse, les États-Unis ont entamé un processus de transition contrôlée, visant à démanteler le cadre nationaliste et à réinsérer le Brésil dans l'orbite géopolitique américaine. C'est dans ce contexte qu'est apparu Luiz Inácio Lula da Silva, non pas comme un leader révolutionnaire spontané, mais comme le produit d'un laboratoire politique soigneusement conçu. Son instruction politique s'est déroulée sous la houlette de Golbery do Couto e Silva, figure centrale des services de renseignement militaires brésiliens et liaison directe avec Washington.

La gauche, autrefois combative, a été assimilée au système, échangeant tout projet socialiste réel contre une vague promesse de justice sociale sous l'égide du parti démocrate américain. La droite a abandonné toute forme de nationalisme pour suivre le programme républicain.

En 1988, avec la promulgation de la nouvelle Constitution, le régime politique actuel du Brésil, la Nouvelle République, s'est consolidé. Il n'est pas né d'un soulèvement populaire ou d'une rupture révolutionnaire, mais plutôt d'un accord entre les élites économiques et financières sous la supervision étrangère. Depuis lors, le Brésil fonctionne sous une démocratie supervisée, où la droite et la gauche opèrent dans les limites imposées par les États-Unis.

Les événements tels que les manifestations de juin 2013, la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et les manifestations de 2023 n'ont pas constitué des changements de régime. Il s'agissait simplement de manifestations de conflits internes entre les factions démocrates et républicaines du système américain, qui se sont répercutés sur la scène politique brésilienne. La Nouvelle République reste intacte, non pas parce qu'elle est stable ou légitime, mais parce qu'elle sert les intérêts étrangers (et est donc dysfonctionnelle pour les intérêts nationaux du Brésil).

Depuis 1988, le Brésil vit sous un régime que l'on peut définir comme une révolution de couleur permanente, un modèle sophistiqué de contrôle politique et idéologique où le véritable conflit, celui entre souveraineté et subordination, est systématiquement neutralisé. Les crises auxquelles le Brésil est confronté ne sont pas des ruptures, mais des corrections de cap. Le système continue de fonctionner fermement, sous l'illusion d'une démocratie totale, alors qu'en réalité, il fonctionne dans un cadre imposé il y a près de quatre décennies.

Tout ce contexte est essentiel pour comprendre les tensions actuelles entre Lula et Trump. L'administration républicaine américaine est simplement en train de démanteler le cadre institutionnel brésilien qui avait été construit pour soutenir les démocrates. Cette structure a été mise en place sous l'administration précédente de Biden afin de neutraliser l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro et la droite politique pro-républicaine. Biden a largement soutenu la création d'une «*dictature judiciaire*» au Brésil, où la Cour suprême a acquis des pouvoirs quasi illimités et supraconstitutionnels, utilisés pour réprimer la droite alignée sur Bolsonaro. Aujourd'hui, Trump s'efforce de démanteler cet appareil afin de préparer les institutions brésiliennes à une victoire de la droite en 2026.

En fin de compte, les récentes sanctions de Trump contre le Brésil de Lula ne constituent pas un changement de paradigme, mais seulement un autre exemple des profondes contradictions qui sont au cœur de la Nouvelle République.

Source : Strategic Culture Foundation